



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pauvreté

Question au Gouvernement n° 3318

Texte de la question

## POUVOIR D'ACHAT OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Serge Letchimy, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Serge Letchimy. Monsieur le Premier ministre, dans le monde actuel les inégalités s'accroissent dans l'accès aux ressources élémentaires, comme l'alimentation, le logement, l'énergie.

La situation en France est inquiétante : 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 13,4 % de la population. C'est aussi la conséquence, qu'on le veuille ou non, de choix politiques et économiques marqués par le désengagement de l'État, notamment face aux marchés financiers.

Au cours des dix dernières années, le revenu annuel moyen des 10 % les plus modestes s'est élevé de 970 euros quand celui des 10 % les plus riches s'accroissait de 11 500 euros. Dans le même temps, sachez que 0,01 % des plus riches ont gagné 360 000 euros supplémentaires. Où est l'État dans son rôle régulateur ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Les inégalités de revenus se creusent face à des jeunes dont près de 20 % sont au chômage. En outre-mer, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 25 % de chômage, un PIB inférieur de 30 % par rapport à l'hexagone, des produits de base supérieurs de 35 %.

Les événements en Grèce et en Espagne doivent nous interpeller et nous faire prendre conscience d'un risque de rupture de la solidarité et de la cohésion au sein de nos sociétés.

Monsieur le Premier ministre, plutôt que d'accuser, comme l'a fait votre ministre des affaires européennes, les populations pauvres de se complaire dans l'inactivité, plutôt que de rejeter, comme le fait votre ministre de l'intérieur, la responsabilité de cette situation sur les immigrés et les étrangers, quand accepterez-vous enfin d'assumer la question éminemment politique du partage et de la redistribution des richesses et du travail ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Frédéric Lefebvre, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation.

*(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean Glavany. M. Lefebvre va nous parler de la France qui roule ! *(Sourires.)*

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation*. Monsieur le député, je vous prie de bien vouloir excuser la ministre de l'outre-mer qui est en ce moment même retenue au Sénat.

Vous avez posé un certain nombre de questions qui concernent nos compatriotes d'outre-mer.

Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Marcel Rogemont. Pas uniquement ! M. Letchimy est député de la nation tout entière !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Je veux vous rappeler les axes qui ont été décidés lors du Conseil interministériel de l'outre-mer. Vous savez que le Gouvernement s'est fixé notamment comme obligations de favoriser la concurrence en outre-mer par un renforcement des contrôles et de la transparence,...

M. Jean Glavany. Vous n'avez pas écouté la question !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. C'est vous qui ne l'avez pas écoutée !

M. Jean Glavany. Votre cabinet a mal fait son travail !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. ...l'abaissement du seuil de contrôle des concentrations d'entreprises

dans la distribution, et la création de GIR-concurrence qui permettent de mutualiser les expertises avec les services des douanes et les services fiscaux.

Vous avez insisté sur le chômage en outre-mer en citant le chiffre de 25 %. Chacun doit évidemment réfléchir. Le plan en question contient un volet consacré au développement économique local qui est un enjeu majeur, et notamment au développement économique endogène.

M. Jean Glavany. C'est la France qui croule !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Lors de notre déplacement de quarante-huit heures en outre-mer avec Marie-Luce Penchard, qui faisait suite à celui du Président de la République, vous avez pu mesurer, monsieur Letchimy, à quel point le Gouvernement était décidé à s'engager de manière déterminée, notamment en matière de tourisme qui est si important en outre-mer, pour soutenir le développement économique endogène.

*(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Malgré les cris d'orfraie qui sont poussés sur quelques bancs, nous sommes déterminés à continuer d'agir.

*(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

M. Jean Glavany. Vous devriez plutôt écouter la question !

## Données clés

**Auteur :** [M. Serge Letchimy](#)

**Circonscription :** Martinique (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3318

**Rubrique :** Politique sociale

**Ministère interrogé :** Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

**Ministère attributaire :** Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er juin 2011